

"L'écologie de la classe supérieure blanche est un projet de confort"

La Libre - Alice Dive - 16-06-2023

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

<https://www.lalibre.be/debats/entretiens/2023/06/16/lecologie-de-la-classe-superieure-blanche-est-un-projet-de-confort-VQ5DODQJOBBDJWIV4S4FTRUA/>

Non, l'écologie n'appartient pas aux "bobos". Elle appartient à tous, il faut faire entendre sa voix, se mettre autour de la table et participer aux négociations. C'est ce qu'elle martèle dans les quartiers populaires de Seine-Saint-Denis, en France, et partout ailleurs.

Vous plaidez en faveur d'une "écologie pirate" pour élargir, dites-vous, le front écologiste en Europe. N'est-ce pas d'abord une déclaration de guerre adressée à ce que vous appelez "l'écologie majoritaire", soit celle qui est portée par la classe moyenne supérieure blanche ?

Il y a dans mon chef une démarche véritable et sincère qui est d'élargir le front écologiste : l'urgence que constitue le dérèglement climatique est là, nous en avons conscience. Et plus nous sommes nombreux et nombreuses à défendre le climat, mieux c'est. Ceci étant, c'est exact, j'assume le fait de qualifier mon projet écologiste de "pirate", car il y a bien cette idée de mutinerie, de faire sécession, cette forme de radicalité qui est de dire qu'il faut passer la deuxième vitesse.

Mon ambition est en fait de critiquer le rapport qu'entretiennent le champ écologiste et les mouvements pour le climat vis-à-vis des classes populaires. Je le qualifie de colonial et de raciste en soi, mais, dans le même temps, je mesure son degré d'efficacité. Et ce que je dis en tant que militante écologiste et antiraciste, c'est que cela ne fonctionne pas en l'état.

Pour le dire autrement, j'ai à la fois un pied dans le front écologiste et un pied en dehors. Je crois d'ailleurs que les militants racisés antiracistes en France, en Belgique, en Europe sont condamnés à ce vagabondage entre le sentiment d'être incompris et de vouloir "se casser" (un peu à la mode de l'ancienne actrice et militante Adèle Haenel), et celui qui est de dire qu'on ne peut pas se casser, qu'il faut trouver un moyen de travailler tous ensemble.

Vous dénoncez "la gestion coloniale des quartiers populaires" qui est selon vous à l'œuvre aujourd'hui. Que voulez-vous dire ?

Ce que je veux dire, c'est que la classe moyenne supérieure blanche qui vit plutôt dans les quartiers pavillonnaires a un rapport colonial aux classes populaires,

qu'elles soient racisées ou pas. Cela se traduit par des murs de ségrégation, par des projets de "résidentialisation", par une indifférence à l'ordre policier qui règne dans les quartiers populaires. Toutefois, tout le monde n'est pas d'accord avec cela. L'objectif de mon livre est donc de mettre les pieds dans le plat vis-à-vis de cette classe moyenne supérieure blanche, et de cliver.

De quelles manières?

Je crois beaucoup à la liberté de circulation sans condition, cela doit être un droit fondamental. Je suis convaincue que cette question des frontières nous oblige à discuter du rapport que nous entretenons les uns vis-à-vis des autres en fonction de la couleur de peau, du pays d'origine, etc. C'est la raison pour laquelle le concept d'"écologie pirate" que je développe depuis les quartiers populaires est de critiquer l'écologie développée par la classe moyenne supérieure blanche qui est à mes yeux un projet de confort et de maintien de celui-ci.

Le projet écologiste ne vise-t-il qu'à nous sauver ici en Europe sans se soucier de ce qu'il se passe de l'autre côté de la Méditerranée ? Dans ce débat, on réduit les classes populaires à leur force de travail et, par conséquent, on les sous-humanise. Ce tri qu'on instaure entre les utiles et les inutiles ne date pas d'aujourd'hui. En France, l'extrême droite – qui tend à se normaliser – est de moins en moins climatosceptique. Elle veut fermer les frontières, martèle sa théorie du "grand remplacement" et véhicule son idée de "remigration". Face à cela, le reste de l'échiquier politique – en ce compris les écologistes – n'a comme unique argument que de dire que ces personnes que l'extrême droite souhaite faire "remigrer" doivent rester, car elles sont utiles dans différents secteurs d'activité.

Soutenez-vous par là que les écologistes donnent, face à la montée en puissance de l'extrême droite, une réponse utilitariste des classes populaires ?

Oui, absolument. Les écologistes, tout comme les autres partis politiques d'ailleurs, ne parviennent pas à sortir d'un logiciel comptable sur l'utilité ou non des classes populaires. Or, la seule écologie digne et sérieuse est une écologie humaniste et internationaliste : ce qui justifie l'existence et la présence des populations non blanches en Europe, c'est leur égale dignité humaine. Ce n'est pas leur utilité. Malheureusement, l'argument comptable a colonisé l'ensemble du champ politique. Pour faire des choix politiques, on compte.

Pour s'en sortir, vous suggérez que les classes populaires pensent et portent elles-mêmes le projet écologiste.

Oui, c'est exact, mais je ne dis pas que les classes populaires doivent le faire exclusivement seules. Je travaille depuis très longtemps à une alliance des luttes. Je suis convaincue que le projet écologiste doit être pensé et porté à la fois par les populations des quartiers populaires, mais également par celles des quartiers pavillonnaires, par la population blanche et la populaire non blanche, par la classe ouvrière et la classe moyenne, etc. Il faut travailler à ce front commun.

Dans une optique de front commun précisément, l'Union européenne travaille actuellement à une loi sur la restauration de la nature. Le Premier ministre belge Alexander De Croo et le président français Emmanuel Macron plaident pour une "pause" réglementaire en la matière. Qu'en pensez-vous ?

Je pense d'abord qu'il est difficile pour Emmanuel Macron de vouloir mettre sur pause quelque chose qui n'a même pas démarré. En France, le projet écologiste est inexistant. Nous en sommes encore à l'écologie des petits gestes, la focale est mise sur la question de la consommation, point. En revanche, les pouvoirs publics se soucient réellement de la manière dont nous devons tous nous adapter face au dérèglement climatique. Ce travail politique pour protéger la terre européenne existe et doit se poursuivre, mais il n'est pas suffisant.

Sa bio. Politologue, militante féministe et antiraciste, cofondatrice du "Front de Mères" et essayiste, Fatima Ouassak invite au travers de son livre à penser un projet écologiste initié dans les quartiers populaires, dont le regard serait tourné vers l'Afrique, un projet qui ferait également de la Méditerranée un espace autonome et un point de ralliement des "*mutineries*" du Nord comme du Sud, expose-t-elle.